



16 juillet 2021

(21-5633)

Page: 1/22

**Comité des subventions et
des mesures compensatoires**

Original: anglais

SUBVENTIONS

NOUVELLE NOTIFICATION COMPLÈTE AU TITRE DE L'ARTICLE XVI:1 DU GATT DE 1994 ET DE L'ARTICLE 25 DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES

NORVÈGE

La communication ci-après, datée du 22 juin 2021 et reçue à cette même date, est distribuée à la demande de la délégation de la Norvège.

TABLE DES MATIÈRES

1 INTRODUCTION	3
2 AIDE À LA R&D	3
2.1 Programme pour les bioénergies.....	3
3 AIDE AUX RÉGIONS DÉFAVORISÉES.....	3
3.1 Aide au transport régional.....	3
3.2 Programme d'aide au développement régional	4
3.3 Programme d'aide au développement économique du Svalbard.....	5
4 AIDE À DES SECTEURS INDUSTRIELS PARTICULIERS	6
4.1 Subventions à la presse.....	6
4.2 Subventions à l'innovation et au développement	7
4.3 Programmes nationaux de promotion de l'industrie spatiale norvégienne	8
4.4 Gestion des déchets nucléaires nationaux et exploitation des installations nucléaires.....	9
5 DROITS D'ACCISE.....	10
5.1 Exonérations de la taxe sur le CO ₂ applicable aux produits minéraux.....	10
5.2 Exonérations et réduction du taux de la taxe de base sur les huiles minérales	11
6 PROGRAMME TEMPORAIRE DE SUBVENTIONS POUR LES ENTREPRISES AYANT SUBI UNE PERTE IMPORTANTE DE CHIFFRE D'AFFAIRES.....	12
7 AIDE AU SECTEUR DE LA PÊCHE	13
7.1 Aide au transport.....	13
7.2 Chasse au phoque.....	14
8 AIDE AU SECTEUR FORESTIER.....	15
8.1 Subventions pour la planification de la gestion forestière.....	15
8.2 Subventions au secteur forestier à des fins industrielles et environnementales	16
8.3 Subventions pour l'infrastructure forestière.....	17
9 SECTEUR AGRICOLE.....	17
9.1 Introduction aux subventions prévues au budget.....	17
9.2 Renseignements sur les programmes de subventions.....	18
9.2.1 Secteur laitier	18
9.2.2 Secteurs de la viande et des œufs.....	18
9.2.3 Secteur des céréales	19
9.2.4 Pommes de terre et produits horticoles.....	19
9.2.5 Soutien en fonction du nombre de têtes de bétail	19
9.2.6 Programme national pour l'environnement.....	19
9.2.7 Plan de congés et de remplacement.....	19
9.2.8 Régulation du marché.....	19
9.3 Dépenses et structure du marché	19

1 INTRODUCTION

La présente notification porte sur les programmes et régimes en vigueur en 2019 et 2020. Le montant des subventions notifiées correspond aux versements effectués pendant les exercices 2019 et 2020. En ce qui concerne le secteur agricole, la notification couvre uniquement les programmes en vigueur entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2019 car les chiffres pour 2020 n'étaient pas disponibles au moment où elle a été établie.

Du fait de la participation de la Norvège à l'Espace économique européen (EEE), la législation norvégienne, en vertu de laquelle les subventions ont été accordées, est conforme à la législation de l'Union européenne (UE). Toutefois, l'agriculture et la pêche ne font pas partie de l'Accord sur l'EEE.

2 AIDE À LA R&D

2.1 Programme pour les bioénergies

1. Autorité compétente

Administré par Innovation Norway pour le compte du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

2. Dispositions législatives en vertu desquelles la subvention est accordée

- Convention agricole annuelle.
- Budget annuel de l'État.

3. Objectif général de la subvention

L'objectif du programme est d'encourager la production et l'utilisation des bioénergies en tant que substituts écologiques aux énergies fossiles.

4. Forme de la subvention

Dons.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Le programme s'applique à tous les types de sociétés, à toutes les régions et à tous les secteurs.

6. Montant de la subvention

2019: 77 millions de NOK.

2020: 87 millions de NOK.

7. Durée de la subvention

Le programme a été établi en 2003 et sa durée dépend des crédits qui lui sont alloués chaque année.

8. Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique indiquant les effets de la subvention sur le commerce.

3 AIDE AUX RÉGIONS DÉFAVORISÉES

3.1 Aide au transport régional

1. Autorité compétente

Le Ministère des collectivités locales et de la modernisation, les municipalités des comtés de Sør Trøndelag, Nordland et Troms.

2. Dispositions législatives en vertu desquelles la subvention est accordée

Budget annuel de l'État.

Règlement relatif aux zones admissibles au bénéfice d'une aide à l'investissement et d'une aide au transport (FOR-2014-06-17-807).¹

Règlement relatif aux aides régionales (FOR-2013-12-11-1574)² et lignes directrices connexes.³

3. Objectif général de la subvention

Favoriser la croissance économique dans les zones moins développées en réduisant les désavantages concurrentiels causés par l'éloignement, les difficultés de transport et la dissémination de la population.

4. Forme de la subvention

Dons.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Ce programme vise à compenser les frais de transport supplémentaires supportés par les entreprises implantées dans les régions de la Norvège ayant une faible densité de population. Ces frais correspondent aux surcoûts occasionnés par l'acheminement des marchandises sur le territoire national. L'aide est accordée pour le transport de produits finis ou semi-finis ayant subi une transformation substantielle depuis la zone de transformation à l'intérieur de la zone admissible. L'aide est accordée a posteriori sur la base des coûts de transport encourus vérifiables.

6. Montant de la subvention

2019: 5,5 millions de NOK.

7. Durée de la subvention

31 décembre 2021.

8. Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique indiquant les effets de la subvention sur le commerce.

3.2 Programme d'aide au développement régional

1. Autorité compétente

Innovation Norway pour le compte du Ministère des collectivités locales et de la modernisation.

2. Dispositions législatives en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi n° 130 du 19 décembre 2003.

Règlement relatif aux aides régionales (FOR-2013-12-11-1574) et lignes directrices connexes de janvier 2015.

Règlement relatif aux zones admissibles au bénéfice d'une aide à l'investissement et d'une aide au transport (FOR-2014-06-17-807). Budget annuel de l'État.

¹ Règlement du 1^{er} juillet 2014.

² Règlement du 1^{er} janvier 2014.

³ Lignes directrices révisées en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2015.

3. Objectif général de la subvention

Promouvoir le développement d'entreprises dans les zones régionales bénéficiant de l'aide.

4. Forme de la subvention

Dons et prêts.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Le Ministère des collectivités locales et de la modernisation alloue aux autorités des comtés des fonds destinés aux programmes de prêts et de dons visant les régions connaissant des problèmes d'emploi particuliers ou un faible niveau d'activité économique. Les autorités des comtés décident des montants attribués à ces instruments dans leurs régions. Les financements établis par les autorités des comtés sont transférés à Innovation Norway, qui approuve ou rejette les demandes des entreprises situées dans le comté correspondant.

6. Montant de la subvention

2017: 337,83 millions de NOK (262,18 millions sous forme de dons, et 75,65 millions sous forme de prêts).

2018: 323,60 millions de NOK (281,15 millions sous forme de dons, et 42,45 millions sous forme de prêts).

2019: 264,32 millions de NOK (228,36 millions sous forme de dons, et 35,96 millions sous forme de prêts).

7. Durée de la subvention

31 décembre 2021.

8. Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique indiquant les effets de la subvention sur le commerce.

3.3 Programme d'aide au développement économique du Svalbard

1. Autorité compétente

Innovation Norway pour le compte du Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche.

2. Dispositions législatives en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi n° 130 du 19 décembre 2003 sur Innovation Norway.

Lettre du Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche à Innovation Norway en date du 20 juin 2016 ("Regelverk for tilskudd til næringstiltak på Svalbard").

3. Objectif général de la subvention

Le programme a pour objectif de favoriser un nouveau développement économique au Svalbard.

4. Forme de la subvention

Dons.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Le programme vise toutes les entreprises et tous les secteurs, y compris les services, situés au Svalbard et enregistrés au Centre d'enregistrement Brønnøysund. Les entreprises intéressées doivent déposer une demande auprès d'Innovation Norway.

L'aide est accordée à condition qu'elle soit nécessaire pour lancer et réaliser un nouveau projet.

6. Montant de la subvention

2020: 2 millions de NOK.

7. Durée de la subvention

Date d'institution: 1^{er} janvier 2015.

Durée: Le Parlement n'a approuvé le financement du programme qu'en 2015. Une aide a été accordée au titre de ce programme, sur la base du financement prévu pour 2015, en 2016 et en 2017.

Le Parlement a approuvé un nouveau financement du programme en 2020 pour faire suite à la stratégie d'innovation du gouvernement pour le Svalbard, lancée en 2019.

8. Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique indiquant les effets de la subvention sur le commerce.

4 AIDE À DES SECTEURS INDUSTRIELS PARTICULIERS

4.1 Subventions à la presse

1. Autorité compétente

Le Ministère de la culture.

2. Titre du programme de subventions

Aides à la production octroyées aux médias traitant de l'actualité.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les aides à la production ont pour objet de favoriser la diversité des médias traitant de l'actualité dont la production est de grande qualité et qui sont indépendants, y compris ceux des marchés trop petits pour être viables et les concurrents des principaux médias des grands marchés.

4. Fondement et législation

Le programme a été introduit pour la première fois en 1969 en vertu d'une décision du Parlement.

La disposition législative actuelle est le Règlement sur les aides à la production pour les médias traitant de l'actualité, adopté par le Ministère de la culture le 25 mars 2014.

Il remplace l'ancien Règlement du 7 novembre 1996. Le nouveau programme d'aide a pour objectif d'établir des mesures neutres quant aux plates-formes, afin qu'il soit adapté aux évolutions technologiques actuelles, et de favoriser la transition de la presse vers l'édition numérique.

5. Forme de la subvention

Dons.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Une aide est accordée aux médias:

- 1) dont le but premier est d'exercer des activités de production journalistique et de diffusion de nouvelles, d'actualités et de débats de société au grand public;

- 2) offrant un large contenu de nouvelles, d'actualités et de débats issus de couches sociales variées;
- 3) qui ont un rédacteur en chef;
- 4) qui sont rémunérés pour les nouvelles, les actualités, les débats et la publicité qu'ils diffusent, conformément à une liste de prix librement accessible;
- 5) dont au moins la moitié de la diffusion nette approuvée provient d'abonnements.

D'autres conditions sont établies dans les articles 3 à 8 du Règlement.

Il existe deux groupes principaux de bénéficiaires:

- 1) les médias dominants ou uniques (n'ayant pas de grands concurrents dans leur zone de publication) reçoivent une aide de base fixe et un montant fixé pour chaque édition (imprimée ou numérique) au-delà d'une publication hebdomadaire;
- 2) les médias secondaires (qui ont un concurrent dont la diffusion est plus importante dans leur zone de publication) reçoivent des aides calculées sur la base de leur diffusion annuelle (imprimée ou numérique). Ces aides sont classées en trois catégories d'après la position concurrentielle du média bénéficiaire: taux 1: médias à diffusion nationale; taux 2: médias diffusés dans les grandes villes (Oslo, Bergen, Stavanger et Trondheim); et taux 3: autres médias.

Un programme transitoire prévoit des aides réduites pour les médias qui ne sont plus admissibles à bénéficier d'une subvention.

7. Montant unitaire de la subvention

L'aide unitaire est très variable et dépend du nombre de publications hebdomadaires, de la diffusion annuelle et de la position concurrentielle du média concerné (voir ci-dessus). En 2020, l'aide totale s'est élevée à 358 millions de NOK et a été répartie entre 152 médias différents, comme suit:

Médias secondaires	258,1 millions de NOK
Médias dominants	9,9 millions de NOK
Médias uniques	89,9 millions de NOK

8. Durée de la subvention

La durée du programme est de six ans au maximum (limite fixée par l'Autorité de surveillance de l'AELE) et en vertu de la Décision n° 112/14/COL, l'ESA a approuvé le programme du 12 mars 2014 au 12 mars 2020. En vertu de la Décision n° 006/20/COL, l'ESA a approuvé la prorogation du programme jusqu'au 31 décembre 2020. Le 26 juin 2020, l'ESA a accordé une prorogation temporaire du programme actuel du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

La subvention est censée n'avoir aucun effet sur le commerce en raison du faible niveau des exportations/importations de journaux.

4.2 Subventions à l'innovation et au développement

1. Autorité compétente

Le Ministère de la culture.

2. Titre du programme de subventions

Programme pour l'innovation et le développement destiné aux médias traitant de l'actualité.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'aide a pour objet de favoriser la diversité des médias, d'éclairer le débat public et de stimuler l'innovation et le développement dans les médias traitant de l'actualité.

4. Forme de la subvention

Dons.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Une aide est accordée aux médias:

- 1) dont le but premier est d'exercer des activités de production journalistique et de diffusion de nouvelles, d'actualités et de débats de société au grand public;
- 2) offrant un large contenu de nouvelles, d'actualités et de débats issus de couches sociales variées;
- 3) qui ont un rédacteur en chef.

Tous les types de médias, y compris de radiodiffusion, qui répondent aux critères d'admissibilité peuvent demander une aide.

6. Montant de la subvention

2020: 20,1 millions de NOK.

7. Durée de la subvention

La durée du programme s'étend jusqu'au 31 décembre 2022.

8. Effets de la subvention sur le commerce

La subvention est censée n'avoir aucun effet sur le commerce.

4.3 Programmes nationaux de promotion de l'industrie spatiale norvégienne

1. Autorité compétente

Le Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche par l'intermédiaire de l'Agence spatiale norvégienne.

2. Dispositions législatives en vertu desquelles la subvention est accordée

Budget annuel de l'État.

3. Objectif général de la subvention

La subvention est destinée aux entreprises qui fournissent des biens et des services pour les programmes spatiaux, y compris ceux qui sont administrés par l'Agence spatiale européenne (ESA). Le programme vise à accroître les retombées de la participation de la Norvège à l'ESA.

4. Forme de la subvention

Dons.

5. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée à toutes les entreprises qui élaborent des biens et des services dans le domaine spatial. L'Agence spatiale norvégienne administre la subvention.

6. Montant de la subvention

Dépenses octroyées en 2019: 21 millions de NOK.

Dépenses octroyées en 2020: 21,5 millions de NOK.

7. Durée de la subvention

La durée n'a pas été précisée; elle est fonction des crédits ouverts par le Parlement.

8. Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique indiquant les effets de la subvention sur le commerce.

4.4 Gestion des déchets nucléaires nationaux et exploitation des installations nucléaires1. Autorité compétente

Le Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche.

2. Dispositions législatives en vertu desquelles la subvention est accordée

Budget annuel de l'État.

3. Objectif général de la subvention

Tous les réacteurs nucléaires norvégiens destinés à la recherche ont été mis à l'arrêt. L'objectif est d'exploiter les installations nucléaires, y compris les réacteurs, dans des conditions de sécurité, et de gérer les déchets nucléaires norvégiens et la mise hors service des réacteurs norvégiens destinés à la recherche.

4. Forme de la subvention

Dons.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Les subventions destinées à l'exploitation et à la sécurisation des installations nucléaires sont accordées directement à l'institut de recherche propriétaire des réacteurs, à savoir l'Institut pour les technologies énergétiques (IFE). Les subventions destinées à la gestion des déchets sont gérées par l'agence nationale norvégienne chargée du démantèlement des sites nucléaires, qui coopère avec l'IFE pour la gestion des déchets et le démantèlement.

6. Montant de la subvention

Dépenses octroyées en 2019: 376,9 millions de NOK.

Dépenses octroyées en 2020: 426,3 millions de NOK.

7. Durée de la subvention

La durée n'a pas été précisée, mais la subvention sera maintenue jusqu'à ce que les sites soient démantelés et les déchets traités. Le nettoyage devrait durer au moins 50 ans.

8. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce n'est attendu.

5 DROITS D'ACCISE

5.1 Exonérations de la taxe sur le CO₂ applicable aux produits minéraux

1. Autorité compétente

Le Ministère des finances.

2. Dispositions législatives en vertu desquelles la subvention est accordée

La Résolution annuelle du Parlement concernant la taxe sur le CO₂ applicable aux produits minéraux et le Règlement n° 1451 du 11 décembre 2001 concernant les droits d'accise.

3. Objectif général de la subvention

La taxe sur le CO₂ applicable aux produits minéraux a été introduite le 1^{er} janvier 1991. À compter de 2020, la taxe vise la quasi-totalité des utilisations de combustibles fossiles qui ne sont pas couverts par le Système d'échange de quotas d'émission de l'UE (SEQUE-UE). À compter de 2020, le taux courant est de 545 NOK par tonne de CO₂. Ainsi, la base d'imposition est large et le taux d'imposition est élevé par rapport aux taxes analogues établies ou envisagées dans d'autres pays.

L'objectif général de la taxe sur le CO₂ est de réduire les émissions de CO₂ provenant de la combustion de produits minéraux (combustibles fossiles).

Lorsque la taxe sur le CO₂ a été introduite en 1991, il n'y avait pas de solution alternative réaliste aux combustibles fossiles dans de nombreux secteurs. Certains de ces secteurs ont bénéficié d'un taux réduit ou d'une exonération. Depuis 1991, la plupart de ces taux réduits et de ces exonérations ont été supprimés, mais quelques-uns sont encore en vigueur.

4. Forme de la subvention

Avantages fiscaux.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Règles générales:

Taux d'imposition généraux pour 2019:

Huiles minérales	1,35 NOK/l
Essence	1,18 NOK/l
Gaz naturel	1,02 NOK par Sm ³
GPL	1,52 NOK par kg

Taux d'imposition généraux pour 2020:

Huiles minérales	1,45 NOK/l
Essence	1,26 NOK/l
Gaz naturel	1,08 NOK par Sm ³
GPL	1,63 NOK par kg

Avantage fiscal:

Le gaz naturel et le GPL utilisés dans les serres commerciales sont exonérés de la taxe sur le CO₂.

6. Montant de la subvention

Montant des dépenses pour 2019:

Gaz naturel et GPL utilisés dans les processus de réduction chimique, etc	50 millions de NOK
Serres commerciales	25 millions de NOK

Montant des dépenses pour 2020:

Gaz naturel et GPL utilisés dans les processus de réduction chimique, etc	55 millions de NOK
Serres commerciales	25 millions de NOK

7. Durée de la subvention

Date d'institution: 1^{er} septembre 2010.

La champ d'application de la taxe sur le CO₂ a été étendu pour inclure le gaz naturel et le GPL à compter du 1^{er} septembre 2010.

8. Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique indiquant les effets de la subvention sur le commerce.

5.2 Exonérations et réduction du taux de la taxe de base sur les huiles minérales

1. Autorité compétente

Le Ministère des finances.

2. Dispositions législatives en vertu desquelles la subvention est accordée

La Résolution annuelle du Parlement concernant la taxe de base sur les huiles minérales et le Règlement n° 1451 du 11 décembre 2001 concernant les droits d'accise.

3. Objectif général de la subvention

La taxe sur les huiles minérales (taxe de base sur les huiles minérales) a été introduite le 1^{er} janvier 2000. Son objectif était d'éviter que l'électricité soit délaissée au profit des huiles minérales lorsque la taxe sur l'électricité a augmenté, le 1^{er} janvier 2000.

Les secteurs ne pouvant pas remplacer l'électricité par les huiles minérales bénéficient d'un taux réduit ou d'une exonération.

4. Forme de la subvention

Avantage fiscal.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Règles générales:

Taux d'imposition généraux pour 2019:

Huiles minérales	1,65 NOK/l
------------------	------------

Taux d'imposition généraux pour 2020:

Huiles minérales	1,68 NOK/l
------------------	------------

Avantage fiscal:

Les huiles minérales utilisées dans les secteurs de l'huile de poisson et des farines de poisson sont exonérées de la taxe de base sur les huiles minérales.

Les huiles minérales utilisées dans les secteurs du papier et de la pâte à papier et pour la production de pigments et d'agents colorants sont imposées à un taux réduit.

Taux réduits:

Taux d'imposition réduits pour 2019:

Huiles minérales 0,210 NOK/l

Taux d'imposition réduits pour 2020:

Huiles minérales 0,212 NOK/l

6. Montant de la subvention

Montant des dépenses pour 2019:

Industrie de l'huile de poisson et des farines de poisson, industrie du papier et de la pâte à papier, production de pigments et d'agents colorants: 20 millions de NOK

Montant des dépenses pour 2020:

Industries de l'huile de poisson et des farines de poisson, industrie du papier et de la pâte à papier, y compris la production de pigments et d'agents colorants: 20 millions de NOK

7. Durée de la subventionDate d'institution: 1^{er} janvier 2020.8. Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique indiquant les effets de la subvention sur le commerce.

6 PROGRAMME TEMPORAIRE DE SUBVENTIONS POUR LES ENTREPRISES AYANT SUBI UNE PERTE IMPORTANTE DE CHIFFRE D'AFFAIRES1. Autorité compétenteLe Centre d'enregistrement Brønnøysund pour le compte du Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche.⁴2. Dispositions législatives en vertu desquelles la subvention est accordée

Le fondement juridique de la mesure est exposé dans la Loi relative au programme temporaire de subventions pour les entreprises ayant subi une perte importante de chiffre d'affaires après août 2020 (*Lov om midlertidig tilskuddsordning for foretak med stort omsetningsfall etter august 2020*) et complété par les Règlements adoptés en application de la cette loi. La compensation est financée sur le budget de l'État. Le programme est compatible avec le fonctionnement de l'Accord sur l'EEE conformément à son article 61 2) b).

3. Objectif général de la subvention

Le Mécanisme de compensation pour les entreprises fait partie des mesures prises par le gouvernement pour atténuer les incidences financières du coronavirus et des mesures de lutte contre l'infection.

4. Forme de la subvention

Dons.

⁴ Auparavant l'Administration fiscale norvégienne pour le compte du Ministère des finances ("Mécanisme de compensation n° 1").

5. À qui et comment la subvention est accordée

Le mécanisme de compensation prévoit une compensation financière pour les entreprises ayant subi une baisse importante de leurs recettes en raison la situation liée à la COVID-19. Les entreprises peuvent bénéficier de la mesure si elles ont subi une baisse de leurs recettes d'au moins 30 % par période de deux mois en raison de la situation liée à la COVID-19. La mesure s'applique à l'ensemble du territoire de la Norvège et est ouverte à tous les secteurs de l'économie, à quelques exceptions près.

Les autorités mesurent la baisse de revenus en comparant les recettes réelles du bénéficiaire pendant les deux mois pour lesquels l'aide est demandée aux recettes perçues pendant une période de référence.

L'aide accordée à chaque bénéficiaire est calculée en multipliant les coûts fixes inévitables par le pourcentage de perte de recettes et par un coefficient d'ajustement. Le coefficient d'ajustement est fixé à 0,7 pour la première période et à 0,85 pour la deuxième et la troisième périodes.

L'aide est limitée par les pertes de recettes antérieures et ne peut pas dépasser $X*(Y+ORFS)$, où

X est le pourcentage de perte de recettes

Y est la somme des coûts fixes inévitables

ORFS correspond au montant des recettes avant impôts multiplié par le nombre de mois de la période d'aide et divisé par le nombre de mois compris dans l'année fiscale.

6. Montant de la subvention

Programme relevant de l'Administration fiscale norvégienne

728,2 millions de NOK.⁵

6 763,5 millions de NOK.⁶

Programme relevant du Centre d'enregistrement Brønnøysund

286,7 millions de NOK.⁷

2 239 millions de NOK.⁸

7. Durée de la subvention

Mars-août 2020 (ancien programme géré par l'Administration fiscale norvégienne).

Septembre-décembre 2020 (programme relevant du Centre d'enregistrement Brønnøysund).

8. Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique indiquant les effets de la subvention sur le commerce.

7 AIDE AU SECTEUR DE LA PÊCHE

7.1 Aide au transport

1. Autorité compétente

Le Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche.

⁵ À l'exclusion des services, conformément à la classification du Système comptable européen.

⁶ Montant total, y compris les services.

⁷ À l'exclusion des services, conformément à la classification du Système comptable européen.

⁸ Montant total, y compris les services.

2. Dispositions législatives en vertu desquelles la subvention est accordée

Budget annuel de l'État.

3. Objectif général de la subvention

L'objectif est de soutenir le transport afin de faciliter l'exécution d'activités de pêche dans certaines régions.

4. Forme de la subvention

Dons.

5. À qui et comment la subvention est accordée

L'aide au transport est accordée aux organismes de commercialisation ci-après:

Organisme norvégien de commercialisation du poisson;
Association de commercialisation du poisson de Sunnmøre et Romsdal;
Association de commercialisation du poisson de l'Ouest de la Norvège;
Association de commercialisation du poisson de mer du Sud;
Association norvégienne de commercialisation du hareng.

Les organismes de commercialisation sont chargés de répartir l'aide au transport dans le secteur de la pêche. Chaque organisme doit présenter un plan indiquant comment il compte utiliser ces fonds de manière à assurer les activités de pêche pendant toute l'année.

Le secteur de la pisciculture n'est pas admissible au bénéfice de l'aide octroyée au titre de ce programme.

6. Montant de la subvention

Budget équilibré pour 2019: 23,9 millions de NOK.
Budget équilibré pour 2020: 23,5 millions de NOK.

7. Durée de la subvention

La durée n'a pas été précisée.

8. Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique indiquant les effets de la subvention sur le commerce.

7.2 Chasse au phoque

1. Autorité compétente

Le Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche.

2. Dispositions législatives en vertu desquelles la subvention est accordée

Budget annuel de l'État.

3. Objectif général de la subvention

L'objectif est de contribuer à l'utilisation maximale des contingents de chasse au phoque du Groenland.

4. Forme de la subvention

Dons.

5. À qui et comment la subvention est accordée

La flotte de phoquiers et les entreprises de transformation de la viande de phoque sont admissibles au bénéfice des subventions.

6. Montant de la subvention

Budget équilibré pour 2019: 2,5 millions de NOK.

Budget équilibré pour 2020: 2,5 millions de NOK.

7. Durée de la subvention

La durée n'a pas été précisée.

8. Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique indiquant les effets de la subvention sur le commerce.

8 AIDE AU SECTEUR FORESTIER

8.1 Subventions pour la planification de la gestion forestière

1. Autorité compétente

L'Office norvégien de l'agriculture pour le compte du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

2. Dispositions législatives en vertu desquelles la subvention est accordée

Règlement du 4 février 2004 relatif aux aides pour la planification de la gestion des forêts enregistrées à des fins environnementales. Financement assuré par le Fonds de développement agricole (LUF) dans le cadre de la Convention agricole annuelle.

3. Objectif général de la subvention

La subvention a pour objectif d'encourager la planification de la gestion forestière comme mesure de base pour promouvoir l'aménagement durable des forêts, notamment:

- l'utilisation active des ressources forestières à court et à long terme;
- la préservation et le renforcement des fonctions de la forêt liées à la biodiversité, aux paysages, au patrimoine culturel et aux loisirs.

4. Forme de la subvention

Dons.

5. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention peut être aux exploitations forestières de plus de 1 hectare. À condition que des plans de gestion forestière, couvrant une superficie donnée, aient été établis au préalable, l'aide est accordée pour faire l'inventaire des ressources dans des zones plus éparses et pour établir des plans de gestion forestière pour des domaines forestiers particuliers. Le recensement des superficies offre des données utiles pour faire l'inventaire des forêts et obtenir une vue générale des ressources. Le programme soutient en outre le renforcement des capacités d'application du plan de gestion forestière.

Le volume des aides est fixé par le gouverneur de comté sur la base du montant total des coûts afférents au recensement des ressources et à l'établissement des plans. En principe, aucune subvention n'est accordée à des propriétés qui ont bénéficié d'aides au titre de ce programme au cours des dix dernières années.

6. Montant de la subvention

2019: 28,5 millions de NOK.

2020: 32 millions de NOK.

7. Durée de la subvention

Date d'institution: 1971. La durée n'est pas précisée. Dépend du budget annuel.

8. Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique indiquant les effets de la subvention sur le commerce.

8.2 Subventions au secteur forestier à des fins industrielles et environnementales

1. Autorité compétente

L'Office norvégien de l'agriculture pour le compte du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

2. Dispositions législatives en vertu desquelles la subvention est accordée

Règlement du 4 février 2004 relatif aux aides accordées au secteur forestier à des fins industrielles et environnementales, fondé sur la Loi sur l'exploitation forestière de 2005. Financement assuré par le Fonds de développement agricole (LUF) dans le cadre de la Convention agricole annuelle.

3. Objectif général de la subvention

Encourager les activités forestières à valeur ajoutée et les investissements à long terme, comme la sylviculture et les routes forestières, et renforcer les valeurs écologiques liées à la biodiversité, aux paysages, au patrimoine culturel et aux loisirs.

4. Forme de la subvention

Dons.

5. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention peut être accordée à toutes les catégories de propriétaires forestiers et pour tous les domaines forestiers représentant plus de 1,0 hectare de terrains forestiers productifs.

L'Office norvégien de l'agriculture alloue la subvention par l'intermédiaire du gouverneur de comté aux autorités locales, au niveau municipal.

Les autorités locales peuvent établir des règles spécifiques conformément au cadre national. L'aide peut être accordée pour la sylviculture, les coupes d'éclaircie précommerciales, la construction et la remise en état des routes forestières, le maintien et le renforcement des valeurs écologiques dans le secteur forestier et la récolte de bois rond sur les terrains difficiles. Les taux de la subvention sont fixés par les autorités locales.

6. Montant de la subvention

2019: 194 millions de NOK.

2020: 204 millions de NOK.

7. Durée de la subvention

La durée n'est pas précisée. Dépend du budget annuel.

8. Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique indiquant les effets de la subvention sur le commerce.

8.3 Subventions pour l'infrastructure forestière

1. Autorité compétente

L'Office norvégien de l'agriculture pour le compte du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

2. Dispositions législatives en vertu desquelles la subvention est accordée

Budget annuel de l'État et Loi sur l'exploitation forestière et ses modifications.

3. Objectif général de la subvention

L'objectif général de la subvention est la mise en place de l'infrastructure nécessaire pour maintenir des activités forestières dans les zones forestières marginales. Les subventions visent essentiellement les quais en bois et les routes forestières.

4. Forme de la subvention

Dons.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Tous les propriétaires de forêts peuvent obtenir des subventions, sur la base d'une demande accompagnée de plans concernant les projets d'infrastructure.

6. Montant de la subvention

2019: 202,3 millions de NOK.

2020: 191,8 millions de NOK.

7. Durée de la subvention

Date d'institution: 1976.

La durée n'est pas précisée. Dépend du budget annuel.

8. Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique indiquant les effets de la subvention sur le commerce.

9 SECTEUR AGRICOLE

9.1 Introduction aux subventions prévues au budget

La notification des subventions dans le secteur agricole donne un aperçu de l'évolution générale de la politique agricole de la Norvège ainsi que des programmes de subventions à l'agriculture.

La Norvège se réfère également aux notifications relatives au soutien interne qu'elle a présentées au Comité de l'agriculture.

9.2 Renseignements sur les programmes de subventions

Les divers programmes sont décrits aux paragraphes 9.2.1 à 9.2.7 ci-après. La notification porte sur les programmes en vigueur du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2019. Les chiffres pour 2020 n'étaient pas disponibles dans le délai fixé pour cette notification. La politique agricole de la Norvège est appliquée conformément aux objectifs globaux visés concernant la sécurité alimentaire, la production agricole dans tout le pays, le renforcement de la productivité et l'agriculture durable.

Les prix indicatifs des produits agricoles et le soutien fiscal à l'agriculture font partie intégrante de la Convention agricole conclue chaque année entre les syndicats agricoles et l'État. La Convention est soumise à la ratification du Parlement norvégien et à l'ouverture de crédits par le Parlement. Les crédits à ce titre sont inscrits au chapitre 1150 (Ministère de l'agriculture) du budget de l'État (voir le tableau 1 ci-après pour plus de détails).

Un soutien est accordé pour les céréales et les graines oléagineuses, les fruits et légumes, le lait et les produits laitiers, les viandes de bœuf et de veau, de mouton, de porc et de volaille, les œufs et la laine. Les programmes de versements directs, qui sont, pour une large part, différenciés notamment en fonction de la région, de la taille des exploitations, de la quantité de terre arable et du nombre de têtes de bétail, ont un rôle essentiel.

9.2.1 Secteur laitier

La production de lait revêt une importance vitale dans plusieurs régions rurales, car les autres possibilités de production agricole sont limitées. L'un des objectifs de la politique agricole est de faciliter l'emploi et l'activité économique dans les zones rurales, de préserver les paysages et d'appliquer les politiques nationales en matière de sécurité alimentaire, y compris en protégeant les terres arables et en maintenant un système de production décentralisé.

Depuis le 1^{er} juillet 2002, les versements compensatoires de base sont octroyés pour le lait de chèvre uniquement. Par ailleurs, un versement compensatoire régional s'applique aux zones rurales. Le versement compensatoire est effectué pour chaque litre de lait livré à la laiterie. Le montant varie selon la région, les montants les plus élevés étant versés aux districts les plus septentrionaux. Un soutien structurel des revenus est également accordé à chaque exploitation. Il consiste en un montant forfaitaire versé aux producteurs ayant au moins 5 vaches ou au moins 27 chèvres laitières. Ce programme vise à égaliser les revenus des grandes et des petites exploitations.

À compter du 1^{er} janvier 2019, un programme visant à renforcer l'économie des petites et moyennes exploitations laitières en Norvège a été mis en place. Le versement est octroyé par vache laitière, aux exploitations comptant au moins 6 vaches, indépendamment du rendement par vache. Un montant fixe est versé par vache de la 1^{ère} à la 23^{ème} vache. Le montant maximal de l'aide est accordé aux exploitations comptant 23 vaches. À partir de la 24^{ème} vache, le montant total est réduit selon le nombre de vaches supplémentaires. Les exploitations comptant plus de 50 vaches laitières ne reçoivent aucun versement dans le cadre de cette mesure. Toutes les exploitations comptant entre 6 et 50 vaches laitières peuvent bénéficier d'une aide en fonction de leur nombre de vaches.

9.2.2 Secteurs de la viande et des œufs

Les producteurs de viande de mouton bénéficient d'un versement compensatoire de base qui s'applique à la totalité de la production. Les producteurs de viande bovine bénéficient d'un soutien structurel des revenus. Ce soutien est versé sous la forme d'une somme forfaitaire aux producteurs ayant plus de six vaches allaitantes. De plus, un montant compensatoire est versé au titre d'incitation à la production de laine de qualité. Un montant compensatoire régional est versé aux producteurs de viande et d'œufs des régions défavorisées. Le montant varie selon la région et le type de viande, les taux les plus élevés étant appliqués dans la région la plus septentrionale du pays. Une aide au transport est accordée pour équilibrer le rendement au départ de l'exploitation, qui varie en fonction de l'éloignement des abattoirs, des usines de transformation et des marchés. Le secteur des œufs bénéficie d'une petite aide au transport, fondée sur le même critère que pour le secteur de la viande. Les producteurs de viande bovine perçoivent des versements au titre du programme de soutien pour la promotion de la qualité de la viande bovine en fonction du nombre de kilogrammes de viande bovine à condition que le critère de qualité applicable à la catégorie O (ou à une catégorie supérieure)

de la norme européenne de qualité soit satisfait. Le programme a pour objectif d'accroître globalement la qualité de la viande bovine norvégienne.

9.2.3 Secteur des céréales

Le Programme de soutien du prix des céréales vise à garantir la vente de céréales norvégiennes et à réduire les prix des céréales destinées à la fabrication de farine et d'aliments pour animaux.

9.2.4 Pommes de terre et produits horticoles

Des versements compensatoires régionaux sont accordés pour la production de fruits, de baies et de légumes.

9.2.5 Soutien en fonction du nombre de têtes de bétail

Le soutien en fonction du nombre de têtes de bétail dépend du nombre d'animaux, et il varie selon la région, la taille de l'exploitation et l'espèce animale.

9.2.6 Programme national pour l'environnement

Le Programme national vise à assurer la préservation des divers types de paysage agricole ainsi que des biotopes précieux et du patrimoine culturel. Étant donné que les terres agricoles en Norvège ne constituent que 3% de la superficie totale, il importe de préserver les biens environnementaux qui sont tributaires du paysage agricole. Une partie essentielle du programme consiste donc à empêcher la détérioration des terres agricoles. Le programme vise aussi à faire en sorte que la production agricole soit la moins polluante possible et qu'elle limite le plus possible la perte de nutriments.

Les mesures économiques au titre des programmes de protection de l'environnement couvrent les coûts additionnels liés à la participation au programme par la préservation du paysage agricole et par le biais d'autres prescriptions environnementales, et représentent des versements pour la production de biens environnementaux. Les versements au titre du programme national de protection de l'environnement comprennent des versements par décamètre carré et des versements pour l'élevage.

La production biologique fait l'objet de programmes de soutien distincts.

9.2.7 Plan de congés et de remplacement

Pour permettre aux éleveurs de prendre suffisamment de congés, les dépenses qu'ils engagent pour embaucher du personnel de remplacement leur sont remboursées dans le cadre du plan de congés et de remplacement. Les producteurs admis à en bénéficier doivent présenter des pièces justificatives de leurs dépenses.

9.2.8 Régulation du marché

La régulation du marché est financée essentiellement au moyen d'une taxe à la commercialisation, que les producteurs sont tenus d'acquitter lorsqu'ils vendent un produit. La régulation du marché vise à égaliser les prix à la production et à la consommation dans les différentes régions et à assurer l'approvisionnement en produits agricoles dans toutes les régions du pays.

9.3 Dépenses et structure du marché

Les versements compensatoires, le soutien structurel des revenus et le soutien au titre du programme pour l'environnement sont accordés directement aux producteurs, de même que les remboursements au titre du plan de congés et de remplacement. Les autres programmes sont des programmes de régulation du marché et de soutien indirect.

Le montant du soutien mesuré sur la base des dépenses budgétaires totales pour 2018 et 2019 est indiqué dans les tableaux 1 à 5 ci-après. Tous les chiffres sont des chiffres comptables. Les tableaux 1 à 10 fournissent des données à jour sur le soutien agricole en Norvège ainsi que des

données sur le marché des principaux produits agricoles. Les chiffres indiqués viennent de la proposition n° 1 (2018-2019) et (2019-2020) soumise au Parlement norvégien par le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'Agence norvégienne de l'agriculture (Landbruksdirektoratet) et l'Institut norvégien de recherche en bioéconomie (NIBIO).

Les chiffres du tableau 1 pour le soutien des prix et les autres versements directs aux producteurs correspondent à la somme des chiffres des tableaux 2 et 3. Les taux indiqués dans les tableaux 5 et 6, multipliés par les volumes admissibles de lait et de viande, correspondent au montant du soutien des prix indiqué dans le tableau 2.

Tableau 1
Chapitre 1150, convention agricole
Millions de NOK

	2018	2019
Fonds de développement agricole	1 123,7	1 193,9
Régulation du marché	24,4	27,4
Soutien des prix	3 452	3 664
Autres versements directs aux producteurs	8 790	9 197

Tableau 2
Chapitre 1150, soutien des prix
Millions de NOK

	2018	2019
Lait	618,3	664,9
Viandes de bœuf, de veau, de mouton et de porc	1 678,2	1 601,1
Céréales	648,7	847,7
Œufs	11,7	9,6
Pommes de terre, fruits et légumes	150,8	185,5
Laine	122,9	116,8
Autres	221,2	238,4
Total	3 452	3 664

Tableau 3
Chapitre 1150, autres versements directs aux producteurs
Millions de NOK

	2018	2019
Soutien structurel des revenus	1 579,1	1 591,1
Soutien en fonction du nombre de têtes de bétail	2 528,5	2 416,1
Soutien aux pâturages	822,5	895,5
Programme concernant les superficies et l'entretien du paysage	3 498,5	3 920,9
Soutien de la production biologique	108,6	115,9
Aide aux cultures marchandes	49,6	48,3
Autres	203,1	209,1
Total	8 790	9 197

Tableau 4
Versement compensatoire de base, montant par unité
(NOK/kg)

	2018	2019
Viande de mouton	3,81	3,81

Tableau 5
Versements compensatoires selon les régions, montant par unité
(NOK/litre/kg)

	2018	2019
Lait ¹⁾	0,00/1,83	0,00/1,85
Viande ²⁾	0,00/14,20	0,00/14,40

1) Dix zones, taux variables, montant minimum et maximum indiqués.

2) Cinq zones, taux variables, montant minimum et maximum indiqués (varie également en fonction du type de viande).

Tableau 6
Lait de vache

Année	Livraison aux laiteries	Consommation millions de kg	
	Millions de l	Lait entier, lait partiellement écrémé et lait écrémé	Crème et crème aigre
2018	1 522	422	38
2019	1 481	423	37

Tableau 7
Fromage (millions de kg)

Année	Production	Exportations	Importations	Consommation
2018	93,2	11,4	15,5	97,3
2019	91,2	10,4	16,3	97,1

Tableau 8
Beurre (millions de kg)

Année	Production	Exportations	Importations	Consommation
2018	19	0	0,4	19,3
2019	19	0	0,4	19,4

Tableau 9
Céréales (millions de kg)⁹

Année	Production	Exportations	Importations	Consommation
Blé				
2018	126,6	0,4	429,6	667,3
2019	441	0,2	404,5	693,6

Année	Production	Exportations	Importations	Consommation
Seigle				
2018	12,4	0,0	9,7	36,3
2019	50	0,0	11,6	25,0

Année	Production	Exportations	Importations	Consommation
Orge				
2018	408,9	0,7	376	545,7
2019	539	0,7	41,5	561,2

Année	Production	Exportations	Importations	Consommation
Avoine				
2018	146,7	0	42,4	289,1
2019	220	0	70,3	255,9

Tableau 10
Viande (millions de kg)

Année	Production	Exportations	Importations	Consommation
Bœuf et veau				
2018	89,4	0,5	10,6	99,5
2019	87,0	0,7	10,7	97,0

Année	Production	Exportations	Importations	Consommation
Agneau				
2018	27,1	6,7	1,9	22,3
2019	24,4	5,9	2,4	20,9

⁹ Les données sur la production couvrent les campagnes de commercialisation 2016/17 et 2017/18, respectivement.

Année	Production	Exportations	Importations	Consommation
Porc				
2018	137,3	6,7	1,9	132,6
2019	132,3	5,9	2,4	128,8

Année	Production	Exportations	Importations	Consommation
Volaille				
2018	98,2	0,9	0,7	98,0
2019	106,8	1,2	1,0	106,6

Tableau 11
Œufs (millions de kg)

Année	Production	Exportations	Importations	Consommation
2018	71,6	1,5	0,4	70,1
2019	74,3	1,4	0,7	73,1